

Budget 2026

Le RN avec le capital (p. 6)



Vidéo

Ils veulent faire des économies sur notre santé ! –
Yannick Monnet
#PLFSS

Meeting de Fabien Roussel à Marseille le 23/11 (p. 3)

Remboursez !

On touche pas aux avoirs de nos entreprises sinon elles se tirent à l'étranger », répètent à longueur de débats budgétaires nos ministres. Le problème, c'est qu'elles se tirent sans qu'on les touche, « nos entreprises ». La preuve cette semaine encore par Criteo, le spécialiste de la publicité en ligne, le roi des algorithmes pub, le chouchou de la French tech, la start-up macronienne par excellence. Criteo, nous vantait son patron, mais c'est l'esquisse d'un Facebook à la française, d'un Google bien de chez nous. Rien que ça. Or, à l'heure où l'on blablate sur l'innovation et l'intelligence artificielle, Criteo vient de décider de se tirer... aux USA, d'y installer son siège social. Remboursez ! a-t-on envie d'écrire, remboursez les crédits impôts recherche et autres allocations publiques dont vous vous êtes goinfrés. Remboursez la matière grise des salariés d'ici qui a fait votre fortune !

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF

les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < lmsons@pcf.fr >



7 novembre, à partir de 18 h : L'Huma-café® de Nantes : Le jacobinisme a-t-il existé ? Avec Guillaume Roubaud-Quashie et Côme Simien, historiens chercheurs (Paris 1 Panthéon-Sorbonne/CNRS). Entre autres livres, ils ont publié ensemble *Haro sur les Jacobins : essai sur un mythe politique français : XVIIIe-XXIe siècle* (éd. Puf 2025). Lieu Unique, Nantes (44)

7 novembre, à partir de 18 h 30 : Franck Marsal fera une présentation, suivie d'un débat, du livre *Quand la France s'éveillera à la Chine*, écrit avec Danielle Bleitrach, Marianne Dunlop et Jean Jullien. Fédération de la Gironde, Bordeaux (33)

9 novembre, à partir de 11 h 45 : La fédération du Haut-Rhin fête les 80 ans de la Sécurité sociale. Invités Léo Rossel, Patrick Heidmann président du régime local d'assurance maladie Alsace Moselle. Un couscous sera servi, sur inscription. Salle Léo-Lagrange, Wittenheim (68)

14 novembre, à partir de 18 h : Débat « la Sécurité sociale : sa création, son histoire et sa situation actuelle », avec Norbert Boulanger, secrétaire d'Espace Marx60, Nayé Guérin-Sidibe, secrétaire générale de l'UD CGT Oise, et Thierry Aury, secrétaire du PCF de l'Oise. Bourse du travail, salle N° 5, Creil (60)

15 novembre, à partir de 10 h : Débat organisé par la section Arize-Lèze avec Igor Zamichiei, dirigeant national du PCF : « Injustice sociale, déni de démocratie, menace de l'extrême droite... La solution ? Une politique de gauche ! ». Les partis de gauche sont invités. Le débat sera suivi d'un apéritif et d'un repas fraternel. Salle du Langoust, Sabarat (09)

15 et 16 novembre : Fête de l'Humanité Normandie. Les militantes et militants du journal vous donnent rendez-vous pour deux jours de fêtes, de politique, de débats, d'expo et de concerts avec Asian Dub Foundation, Marcel et son Orchestre, The Congos, Radix, Soul Trip et bien d'autres encore. Bon de soutien militant à 20 € auprès des communistes des fédérations de Normandie. Parc des expositions, Rouen (76)

16 novembre, à partir de 9 h : Assemblée des femmes, PCF Isère. Inscription des adhérentes auprès des sections. Contact@pcf-isere.fr. 38 rue Émile Guemard, Grenoble (38)

28 novembre, à partir de 18 h 30 : Rencontre pour de nouveaux états généraux de la culture. Prendre connaissance de témoignages d'acteurs de la culture, artistes, créateurs, salarié-es des différents secteurs, responsables d'associations, enseignants, citoyen-nes. Construire ensemble des réponses parce que la culture est moins que jamais un luxe, elle est le feu dont nous avons besoin. Le Petit Faucheu, Tours (37)

29 novembre, à partir de 9 h : Assemblée générale de l'Amicale des vétérans des Yvelines : débat sur « La Palestine et le Moyen-Orient », avec Leila Moussavian-

Huppe, membre de la Commission internationale du PCF. Salle 1901, Trappes (78)

29 et 30 novembre : Le marché de Noël solidaire girondin accueillera le public les samedi 29 de 10 h à 18h30 et le dimanche de 10 h à 16h30. Salle Jean-Lurçat, Bègles (33)

29 et 30 novembre : Fête de l'Humanité Bretagne : concerts, débats, expositions, librairie, cinéma, restauration... Site Internet : www.fete-huma-bretagne.fr Contact : fete.humabzh@orange.fr Billetterie : [https://www.helloasso.com/associations/fete-de-l-huma-bretagne-1](https://www.helloasso.com/associations/fete-de-l-humanite-bretagne/evenements/fete-de-l-huma-bretagne-1) Parc des Expositions, Lorient (56)

29 et 30 novembre : La section du Parisis organise sa 37^e Fête du Livre. Entrée gratuite de 10h à 19h. Tous genres (BD, romans, beaux livres....). 3 rue de Nancy, Cormeilles-en-Parisis (95)

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

7 novembre, à partir de 18 h : Séance 2 des Ateliers d'histoire du communisme : Les internationales ouvrières et l'enjeu du Front populaire. À la Fondation Gabriel-Péri, tour Essor, 22e étage, 14 rue Scandicci, 93500 Pantin).

Inscription en présentiel : inscription@gabrielperi.fr
Inscription à la visioconférence : https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_1L2IBc9wSoelq3Dm8YFcBA#/registration

8 novembre, à partir de 9 h : Banlieues rouges, Banlieues vivantes. Journée histoire et héritages. Organisé par le Musée de l'histoire vivante et l'association Promnesie ; ce premier événement de la saison sur les couleurs du travail et des luttes reviendra sur l'histoire de la banlieue rouge et les héritages culturels de la banlieue industrielle, ouvrière et populaire.

Réservation : <https://www.helloasso.com/associations/promnesie/evenements/journee-conferences-ete-1944-la-liberation-paris-banlieue-est-montreuil-2>

14 novembre, à partir de 18 h : Classes populaires et syndicalisme : quelles reconfigurations ? Entretien avec Sophie Béroud réalisé par Jean-Marie Durand, sur Cairn, en collaboration avec la Fondation Gabriel-Péri. Inscription : <https://shs.cairn.info/rencontre-classes-populaires-syndicalisme?lang=fr>

17 novembre, à partir de 18 h : 1^{re} séance du Séminaire sur l'histoire de Regards : 1928-2028, un magazine bientôt centenaire ! Au Musée de l'histoire vivante, 31 bd Théophile-Sueur, 93100 Montreuil. En 2028, Regards aura 100 ans, l'occasion de revenir sur son histoire longue à travers un séminaire scientifique.

Inscription : https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSfDDh7BPjYI3mZ_4FCqqPfqgdSXHD9WQ7D76KkDsHIYF6WLcw/viewform

Meeting de FABIEN ROUSSEL dimanche 23 novembre à MARSEILLE

Le 23 novembre prochain, à 13 h 30, Fabien Roussel tiendra un meeting national à Marseille. Face à un monde déchiré par les guerres, la militarisation et la montée de l'extrême droite, alors que la France vit une crise inédite et que le RN et la droite cherchent à imposer leur agenda, le PCF et son secrétaire national Fabien Roussel donnent rendez-vous à Marseille pour un grand meeting populaire et un appel au peuple à se mobiliser pour faire gagner la justice sociale, la justice fiscale et la paix.

À quelques mois des élections municipales, en plein débat budgétaire, ce rendez-vous politique sera un moment fort pour porter les propositions du PCF, son projet de société à travers le Pacte pour l'avenir de la France, une alternative claire aux deux impasses du néolibéralisme et du nationalisme.

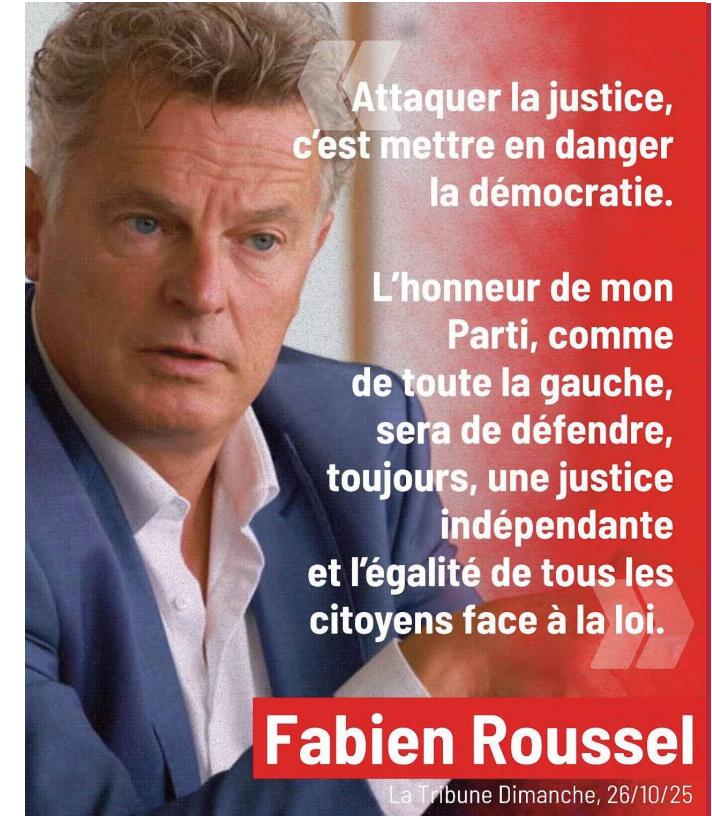
Face à toutes les tentatives de division du peuple, Fabien Roussel appellera à l'unité du monde du travail pour faire gagner un projet humain, concret, en rupture avec le capitalisme et ancré dans les réalités du

pays, dans les luttes sociales, qui doit permettre, d'ici à 2027, à la gauche de rassembler une majorité.

Cet événement sera au cœur de la bataille budgétaire actuelle, dans laquelle le PCF défendra, avec ses parlementaires, des propositions inédites pour développer le pays, telle la création d'un fonds d'avances pour l'industrie et les services publics, et pour redonner des moyens aux communes ; et au cœur de la préparation des municipales pour faire de nos villes et villages des espaces de résistance et d'expérimentation de politiques sociales, écologiques et démocratiques.★

Dimanche 23 novembre à 13 h 30
MEETING DE FABIEN ROUSSEL
Palais de l'Europe

Bureau de presse du PCF
Le 28 octobre 2025



Attaquer la justice,
c'est mettre en danger
la démocratie.

L'honneur de mon
Parti, comme
de toute la gauche,
sera de défendre,
toujours, une justice
indépendante
et l'égalité de tous les
citoyens face à la loi.

Fabien Roussel

La Tribune Dimanche, 26/10/25



REFONDER LE CRÉDIT IMPÔT
RECHERCHE,
C'EST FINANCER
LA VRAIE RECHERCHE

Les député·es communistes veulent en finir
avec les effets d'aubaine et conditionner le
crédit impôt recherche à la création
d'emplois scientifiques.

Un stage régional

La fédération de Loire-Atlantique a eu le plaisir d'accueillir, du 24 au 26 octobre dernier, le stage cadres des Pays-de-la-Loire. Ce rendez-vous régional, qui a réuni 18 camarades issus des cinq départements, s'inscrit dans la volonté de former les militantes et militants engagés dans les responsabilités locales et de renforcer la vitalité de notre parti sur l'ensemble du territoire.

Ce stage constitue un temps fort de la vie militante. Il permet de transmettre à la fois des connaissances théoriques et des compétences pratiques, indispensables à l'animation des fédérations et des sections. Pendant trois jours, les participantes et participants ont alterné réflexions politiques, ateliers pratiques et échanges d'expériences, dans une atmosphère fraternelle et studieuse.

La théorie politique a occupé une place centrale : philosophie, économie et politique internationale ont été explorées en profondeur. Ces temps d'étude visent à mieux comprendre le monde contemporain, ses contradictions et les perspectives de transformation sociale que nous portons collectivement. Mais la formation ne s'est pas limitée à la théorie. Les aspects concrets de la vie militante ont également été travaillés : organisation, gestion financière, communication. Autant de leviers essentiels pour faire vivre la démocratie interne, renforcer notre présence sur le terrain et accroître l'efficacité de nos actions.

Un temps a également été consacré au dispositif de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

Cette séquence a permis de rappeler les outils existants, les procédures à suivre et, surtout, la nécessité d'une vigilance partagée et d'une formation continue pour garantir un fonctionnement collectif respectueux et émancipateur.

Au-delà des apports des formatrices et formateurs – que l'on remercie encore pour leur temps et la qualité de leurs présentations –, ce stage a été un espace d'échanges et de débats, où chacun a pu confronter ses pratiques, partager ses réussites comme ses difficultés et réfléchir à des manières concrètes d'améliorer le travail militant. Les moments de convivialité ont renforcé les liens entre camarades. Ces rencontres nourrissent la fraternité, enrichissent la compréhension des réalités locales et tissent un véritable réseau de coopération régionale, par exemple pour mettre en œuvre la campagne de solidarité avec Cuba.

Ce stage démontre, une fois encore, que la formation est un pilier de notre engagement collectif. Elle



permet à chacun de prendre confiance dans l'exercice de ses fonctions, d'élargir ses connaissances et de trouver des leviers concrets pour renforcer l'action du Parti. Que l'on ait quelques mois ou plusieurs décennies d'expérience, il y a toujours quelque chose à apprendre, à transmettre, à questionner.

La formation est une force de notre parti. Ensemble, multiplions ces espaces d'échanges, de réflexion et de fraternité pour faire grandir notre parti et faire avancer nos combats communs.

Alors, quand est-ce que vous organisez, vous aussi, un stage cadres dans votre région ?★

Mélissa Hélary

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF :

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

- LES MAIRES ONT LA PAROLE

Grenay, une ville humaine, fière et vivante au cœur du pays minier

Située au cœur du bassin minier du Pas-de-Calais, à quelques kilomètres de Lens et de Liévin, la commune de Grenay compte aujourd'hui un peu moins de 7 000 habitants. Entre collines, cités de briques et terrils verdoyants, cette ville à taille humaine porte avec fierté l'héritage ouvrier qui a façonné son identité.

Autrefois village rural, Grenay a connu un profond bouleversement avec l'essor de l'exploitation charbonnière à la fin du XIX^e siècle. L'ouverture des fosses a attiré des milliers de travailleurs venus de toute la France, mais aussi de Pologne, d'Italie et d'autres pays européens. De cette mosaïque de cultures est née une communauté soudée, unie par la solidarité et la vie collective. Ces valeurs fortes demeurent aujourd'hui au cœur de la personnalité grenaysienne.

Depuis 1953, la ville est administrée par une municipalité communiste, fidèle à des principes de justice sociale, de proximité et de partage. Cet ancrage politique singulier, profondément humain, a donné naissance à une gestion municipale attentive à chacun : logement, culture, jeunesse, sport et vie associative sont autant de priorités qui témoignent de la volonté de faire de Grenay une ville pour tous.

Le patrimoine minier, inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, marque encore le paysage. Les cités minières, avec leurs alignements de maisons en briques rouges, racontent la vie quotidienne des familles d'ouvriers. Loin d'être figé, cet héritage vit aujourd'hui à travers un ambitieux programme de rénovation des logements miniers. Ces travaux de réhabilitation, menés avec soin, allient respect du caractère architectural et amélioration du confort de vie. Grenay redonne ainsi une nouvelle jeunesse à ses



quartiers tout en préservant leur âme.

Ville populaire et conviviale, Grenay se distingue par son intense vie associative et culturelle. Le centre culturel, la médiathèque-estaminet, les salles des fêtes et les nombreux clubs et associations animent la commune tout au long de l'année. Concerts, spectacles, festivals, rencontres sportives et événements festifs rassemblent habitants de toutes générations dans une ambiance de partage et d'amitié. Ici, la culture est un lien social, un moteur d'épanouissement et un outil d'émancipation.

Grenay, c'est avant tout une ville à taille humaine, chaleureuse et solidaire, où l'histoire ouvrière inspire encore l'action publique et la vie quotidienne. Une ville qui n'oublie rien de son passé, mais qui regarde l'avenir avec confiance, portée par l'énergie de ses habitants.

Entre mémoire, engagement et vitalité, Grenay continue d'écrire, jour après jour, l'histoire d'une commune vivante, profondément attachée à ses racines et ouverte au monde.✿

Christelle Buissette

LE TRAIN, C'EST NOTRE LIGNE DE VIE!

Pour une Bourgogne-Franche-Comté connectée, verte et solidaire.

**REUNION-DEBAT
PUBLIQUE**
Mer. 12 Novembre 18 h 30

Maison des Associations - Rue Guynemer

LE CREUSOT

Avec la participation de

Didier Le Reste, Pdt de Convergence National Rail

Muriel Ternant, Pdte groupe communiste Conseil Régional BFC

François Diot, secrétaire Comité régional PCF de BFC

Et les témoignages

du syndicat CGT des cheminots de Montchanin



2, place du Colonel-Fabien -Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei (directeur), Amado Lebaube, Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mél: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info
(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

L'A.D.N. du R.N.

La presse s'interroge sur la stratégie économique du Rassemblement national (RN). « L'étrange partition du RN » titre *Le Parisien*, et pour *Les Échos* « le RN invente l'oxymore économique ». Couac ou chaos ? se demandent certains. On parle encore de « grand écart » ou de « changement de pied sur la taxation des riches ». Le RN

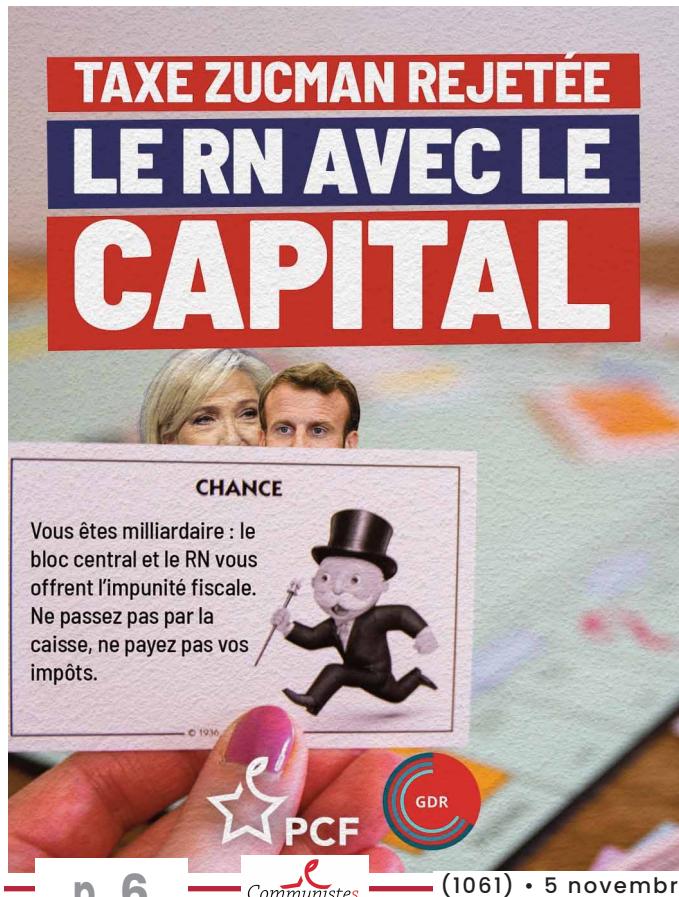
« fluctue » (France Info). Il faut dire qu'à l'Assemblée nationale, coincées entre leur tropisme antifiscal et leur affichage social, les troupes de Marine Le Pen ont fait du grand-n'importe-quoi lors de la discussion budgétaire à l'Assemblée avant de tomber le masque avec leur opposition à la loi Zucman.

Le RN commence par voter une taxe de 26 milliards d'euros sur les multinationales, contre l'avis de sa marionnette, Eric Ciotti, qui lui s'y est opposé. Puis il vote contre l'augmentation de la surtaxe sur les bénéfices des grandes entreprises. Puis il vote pour un élargissement de l'impôt minimum de 15 % sur les bénéfices des multinationales, un texte qu'il n'avait pas voté en commission, soit dit en passant. Puis il s'oppose à une augmentation de la TVA sur les produits de luxe alors qu'il avait voté pour en commission. Puis il vote pour la prolongation de la contribution différentielle sur les hauts revenus (CDHR) mais s'abstient sur l'instauration d'une taxe exceptionnelle sur les superdividendes. Puis il vote pour un alourdissement de la taxation sur les rachats d'actions mais, cerise sur le gâteau, il vote contre la taxe Zucman, alors qu'en février dernier, son abstention avait permis l'adoption de cette taxe.

Un comportement irresponsable, à l'image de ce groupe, bande de bras-cassés, qui prétend à la fois défendre le populaire et le milliardaire. La boussole de ces incompétents, c'est « la stratégie de la cravate », c'est-à-dire se forger coûte que coûte une

respectabilité, objectif pas vraiment atteint en la circonstance. Mais dès qu'on gratte un peu le vernis, on retrouve leur vieille ADN d'extrême droite, leur vraie nature, celle de la haine de l'autre et du racisme, la preuve par leur vote pour dénoncer l'accord franco-algérien de 1968. Grâce hélas aux voix de la droite et à la complaisance des macronistes. « Journée historique pour le RN », a aussitôt mugi Marine Le Pen après ce vote de jeudi dernier. Mais « qu'attendre d'autre d'un parti créé en 1972 par d'anciens membres de l'OAS ? », a lancé la députée écologiste Sabrina Sebaihi.★

Gérard Streiff



L'urgence de sauver les associations pour une société plus juste, plus libre et plus humaine !

Les 2 millions d'associations de notre pays, avec leurs 16 millions de bénévoles et près de 1,8 million de salarié·es, sont une richesse majeure de notre société. Dans le sport, la culture, dans nos communes, auprès des personnes âgées ou des personnes en situation de handicap, pour nos enfants, pour la solidarité, pour l'éducation populaire, le rôle des associations en France est essentiel et unique en Europe.

Elles sont pourtant mises en grave danger. 186 000 emplois sont menacés et des associations vont disparaître en raison des politiques de rigueur dures et injustes qui s'appliquent. J'appelle à agir. Partout en France, le secteur associatif est asphyxié par des politiques d'austérité qui fragilisent le tissu social et solidaire de notre République.

En affaiblissant les communes comme les associations, le Gouvernement tourne le dos à un projet de société solidaire et émancipateur. Les coupes budgétaires de 2025 ont provoqué un séisme en matière d'emplois dans le secteur. Celles qui se dessinent pour 2026 amplifieront la crise et menacent la survie même des associations.

Le secteur représente un budget cumulé de 124 milliards d'euros (3,3 % du PIB), soit près de 10 % de l'emploi privé ; cependant l'enquête du Mouvement Associatif de mars 2025 révèle que :

- 69 % des associations employeuses déclarent que le montant de leurs fonds propres est fragile ou nul

- 45 % des subventions sont en baisse,
- 39 % envisagent des réductions d'effectifs,
- 28 % des associations doivent réduire ou annuler leurs activités.

La suppression de la plupart des emplois aidés (PEC, CUI, CAE), conséquence de la politique d'austérité, a affecté 48 % des associations, les privant de ressources humaines essentielles. Les retards dans les versements des fonds publics et la lourdeur administrative découragent les salariés et les bénévoles dans leur mission auprès des publics.

Derrière ces chiffres, c'est la pauvreté, l'isolement et le chacun pour soi qui grandissent pour laisser place au vide. Dans le pire des cas, l'absence de services publics et de structures d'éducation populaire crée un terrain favorable à l'émergence d'organisations à caractère mafieux.

Dans le même temps, la dérive autoritaire se renforce. Depuis 2021, les associations doivent signer un Contrat d'engagement républicain (CER) pour toute demande de subvention ouvrant la voie à des injonctions de Préfet sur le conditionnement des financements et sur le contenu des projets.

De plus, les appels d'offres et appels à projets placent en situation de concurrence, nuisible aux associations comme à leurs publics, notamment les plus défavorisés.

Un plan d'urgence basé sur une politique de financement stable, de conventionnements pluriannuels est nécessaire.



Je soutiens l'appel à la mobilisation lancé par le Mouvement Associatif pour ce samedi 11 octobre, place Stalingrad, à partir de 14 h. Partout, j'encourage les élus·es, les militant·es communistes, celles et ceux attachés à l'action des associations à participer aux rassemblements, national et locaux. Plus de 300 sont annoncés.

À cette occasion, de nombreuses initiatives montreront le savoir-faire et les valeurs de solidarité, d'égalité portées par le secteur associatif au service de l'intérêt général.

Avec nos parlementaires, nous ferons entendre cet appel dans l'élaboration du prochain budget. Il contribuera dans l'avenir à être le porte-voix des salarié·es et bénévoles★

Fabien Roussel

Le MJCF forme ses lycéens

Un stage Toussaint riche en éducation politique

Le Mouvement jeunes communistes de France (MJCF) a organisé un stage intensif de formation pour ses lycéens durant les vacances scolaires de la Toussaint, s'étendant du mardi 28 octobre au jeudi 30 octobre. Ce programme de trois jours s'est déroulé à «Colonel-Fabien» et avait pour objectif d'outiller trente jeunes militants avec des connaissances théoriques et des compétences pratiques essentielles à leur engagement.

Plongée dans la théorie et l'histoire du mouvement
Le cœur de ce stage résidait dans son programme de formation politique intensif. Les participants ont débuté par une immersion théorique, incluant une session dédiée à l'*« Introduction au marxisme »*. Une large place était faite à la compréhension de la structure organisationnelle, avec la présentation *« Le MJCF, une organisation de jeunesse communiste »*. L'histoire du Mouvement n'a pas été négligée, puisque les lycéens ont assisté à une session intitulée *« Connaître et comprendre l'histoire du MJCF »*, animée par Guillaume Roubaud-Quashie.

Thématiques sociétales et internationalistes

Le programme abordait des enjeux sociétaux cru-



ciaux, montrant la transversalité de l'engagement communiste, avec les ateliers *« Communiste donc féministe ! »* et *« L'antiracisme de classe »*. L'ouverture sur le monde était également au centre des échanges, avec un *« Échange et retour de délégation internationale à Cuba »*.

Ces discussions étaient complétées par des moments d'échanges informels comme le *« Café de l'Avant-Garde »*.

Stratégies militantes et action sur le terrain

Au-delà de la théorie, le stage préparait les lycéens à l'action concrète et à la diffusion de leurs idées. Des sessions pratiques leur ont appris à organiser leurs luttes au sein de leur établissement, notamment avec l'atelier *« Mener la campagne sur son lycée »*. Un autre atelier crucial s'est concentré sur les techniques de communication militante : *« Distribuer un tract et convaincre »*.

Le stage a également inclus une visite du siège «Colonel-Fabien» ainsi que des sorties culturelles au musée Carnavalet et au cimetière du Père-Lachaise.

Ce programme a permis d'armer les futurs cadres lycéens du MJCF pour leurs actions à venir.★

Amado Lebaube



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse :

Ma remise d'impôt sera € de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL..... VILLE.....

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Une zone de paix face aux menaces de Trump

L'Amérique latine, et plus particulièrement la Caraïbe, affronte actuellement une grave menace à sa paix et sa sécurité, du fait du déploiement militaire inédit des États-Unis dans la région.

Un déploiement militaire inédit sous le faux-nez de la lutte contre le narcotrafic

Navires de guerre (dont le USS Gerald R. Ford, plus grand porte-avions au monde, qui s'y dirige), bombardiers, avions de chasse, hélicoptères, drones, sous-marin à propulsion nucléaire, une force d'assaut amphibie de 4 500 effectifs... ce seront prochainement 8 % du total de la flotte états-unienne qui seront concentrés dans la mer des Caraïbes, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis l'invasion du Panama en 1989¹.

Un déploiement initié en août et qui a franchi un seuil depuis le 2 septembre avec le début de frappes aériennes contre des embarcations accusées de transporter de la drogue, à proximité immédiate des eaux territoriales vénézuéliennes, voire à l'intérieur de celles-ci. Depuis cette date, plus d'une dizaine d'attaques similaires ont été menées, tuant plus de 60 personnes.

Des actions menées en dehors de tout cadre légal et en violation du droit international des droits humains, comme l'a notamment dénoncé Volker Türk, haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme le 30 octobre dernier : « Ces attaques – et leur coût humain croissant – sont inacceptables. Les États-Unis doivent mettre fin à ces attaques et prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'exécution extrajudiciaire des personnes à bord de ces bateaux, quelles que soient les accusations criminelles portées contre elles. »²

Prétexte invoqué : la lutte contre le trafic de drogue, assimilé au terrorisme. Selon les autorités états-unniennes, le gouvernement et le commandement militaire vénézuéliens seraient directement impliqués dans le trafic à travers les organisations Tren de Aragua et Cartel de los Soles (Cartel des soleils, nommé d'après les insignes de grade des généraux). Les deux entités ont ainsi été désignées « organisations terroristes étrangères » par l'administration Trump, aux côtés de cartels mexicains et de la MS13 salvadorienne. Une

caractérisation inexacte mais qui vise à faciliter l'usage de la force à son encontre, dans une logique de guerre et de défense du territoire national.

Toutefois, de nombreux éléments contredisent cette affirmation. D'une part, aucun élément de preuve n'a été fourni par les États-Unis quant à l'implication des embarcations dans le trafic de drogue³. D'autre part, aucune source crédible ne confirme l'existence du « Cartel de los Soles » en tant qu'organisation criminelle structurée, ni l'implication de hauts dirigeants vénézuéliens dans le Tren de Aragua. De plus, selon les propres chiffres de la DEA, seuls 8 % de la cocaïne à destination des États-Unis provient des côtes vénézuéliennes. Enfin, de nombreux observateurs signalent que les moyens militaires déployés sont largement disproportionnés au vu de l'objectif affiché de frappes sur des embarcations isolées.

Pousser au changement de régime et rétablir la férule des États-Unis en Amérique latine

Les objectifs du déploiement militaire des États-Unis sont donc autres et n'échappent à personne. Sous de nouveaux habits, celui-ci s'inscrit dans la politique de « changement de régime » menée par les dernières administrations états-unniennes afin de forcer le départ du président Nicolás Maduro et de mettre au pouvoir un gouvernement directement aligné sur ses intérêts. Lors de son premier mandat, Trump avait mené la politique de « pression maximale » contre le Venezuela, multipliant et approfondissant les mesures coercitives unilatérales économiques et financières et promouvant l'installation à la présidence de Juan Guaidó, rejoint par plusieurs gouvernements européens, dont la France.

Des facteurs internes motivent également la démonstration de force⁴. En effet, les expulsions massives d'immigrés latino-américains ont provoqué un malaise dans des secteurs de l'électorat jusqu'alors acquis au candidat républicain, et ce alors que se profilent les élections de mi-mandat en novembre 2026. La réactivation d'une position de fermeté contre Maduro vise ainsi à remobiliser l'adhésion du vote anticastriste et anticomuniste, particulièrement important dans des États comme la Floride. Un secteur par ailleurs



lié de longue date avec Marco Rubio, actuel secrétaire d'État. Au-delà de ce secteur, l'utilisation de la rhétorique contre le narcotrafic et de la protection du territoire contre des menaces venues de l'étranger est prioritairement dirigée vers l'électorat trumpiste, sensible à ses accents xénophobes.

Au plan international et géopolitique, la démonstration de force vise à affirmer le retour des États-Unis dans leur « pré carré » historique après un éloignement de plusieurs années où les priorités de politique étrangère ont prioritairement concerné le Moyen-Orient et l'Europe. En s'en prenant au Venezuela, l'administration américaine vise ainsi ses alliés russe, iranien et surtout la Chine. En début de mandat, les pressions sur le gouvernement panaméen pour évincer des entreprises chinoises de la gestion du canal avaient déjà manifesté cette reprise de la Doctrine Monroe.

Dans le même ordre d'idées, la politique actuelle vise à soutenir les forces et gouvernements latino-américains et caribéens alignés-sousmis à Trump et à affaiblir ceux qui refusent une telle attitude et défendent leur souveraineté. Dans la première catégorie, on retrouve en premier lieu l'opposition de droite radicale vénézuélienne menée par María Corina Machado⁵, mais aussi le président équatorien Daniel Noboa, qui organise le 16 novembre prochain un référendum dont l'une des questions portera sur la modification de l'article de la Constitution interdisant toute présence militaire étrangère permanente sur le sol national (article adopté sous la présidence de Rafael Correa), ouvrant la voie à l'installation de troupes états-unniennes dans l'archipel des Galapagos. À l'inverse, la pression sur le Venezuela vise à affaiblir les alliés régionaux de celui-ci, notamment Cuba, mais aussi les gouvernements qui, sans soutenir la présidence contestée de Maduro, dénoncent une menace à la paix et la souveraineté de l'Amérique latine. C'est plus particulièrement le cas du président colombien Gustavo Petro qui, après avoir

dénoncé « l'impérialisme américain » a été sanctionné, avec certains de ses proches, par le département du Trésor⁶.

Quelles perspectives ?

Alors, faut-il s'attendre à des actions militaires de plus grande ampleur, y compris une invasion terrestre ? Le comportement imprévisible et erratique du Président américain rend toute prédiction difficile. À l'instar de hauts fonctionnaires de son administration, Donald Trump a délibérément laissé entendre que cela était une possibilité.

Cependant, une invasion terrestre à grande échelle ne semble pas être l'hypothèse la plus probable. En effet, bien que les effectifs actuellement déployés soient largement supérieurs à ceux nécessaires pour des opérations antidrogues, ils sont au contraire insuffisants pour envisager un débarquement et une occupation militaire d'un pays de la taille du Venezuela. L'expérience des invasions de l'Afghanistan et de l'Irak a par ailleurs laissé des traces et l'arrêt de ce type d'opérations a été un argument fort des campagnes de Trump.

Il est néanmoins peu probable qu'un tel déploiement de force ne serve que des objectifs de guerre psychologique ou des frappes contre des embarcations civiles en mer. Ces moyens militaires, ainsi que l'autorisation donnée à la CIA de mener des opérations clandestines sur le territoire vénézuélien, pourraient pointer vers des actions telles que le sabotage d'infrastructures civiles ou militaires, l'enlèvement de personnalités, ou des frappes aériennes « chirurgicales » visant des acteurs non-étatiques (par exemple les groupes armés colombiens impliqués dans le trafic de drogue et opérant au Venezuela) mais aussi militaires. L'association entre l'appareil d'État et le « Carte de los Soles » servirait ainsi à justifier ces attaques comme des opérations « anti-narcoterroristes ».

Le but serait alors d'aggraver encore la crise économique et énergétique qui frappe le pays (du fait des mesures coercitives unilatérales et de la mauvaise gestion) et de provoquer des divisions au sein de la hiérarchie des forces armées, afin d'ouvrir la voie à un renversement du gouvernement. C'est ce que semble affirmer le sous-scréttaire d'État, Christopher Landau : « Je crois qu'au cours des prochains jours et semaines, nous verrons davantage d'actions qui envoient des messages mais, en dernier ressort, le peuple vénézuélien doit se lever et réclamer sa propre liberté (...) nous ne pouvons pas aller de par le monde en changeant les gouvernements à notre convenance. »

Là encore cependant, les conséquences seraient plus qu'hasardeuses, y compris du point de vue américain, tout changement violent ouvrant la voie à une descente du Venezuela dans le chaos, avec son cortège de violences, de déplacements forcés et de déve-

loppelement des groupes criminels.

Sans atteindre le renversement du gouvernement actuel, une autre possibilité serait donc que de telles actions, en faisant pression sur ce dernier, visent, dans une logique transactionnelle, à négocier en position de force certaines mesures politiques, ou encore l'accès aux ressources naturelles (pétrole, or, bauxite) et une coopération accrue dans l'accueil des ressortissants vénézuéliens expulsés des États-Unis.

Agir pour la paix, le droit international et la souveraineté des peuples

Quo qu'il en soit, les actions des États-Unis mettent gravement en cause la paix, la souveraineté et la stabilité de la région. Comme l'a réaffirmé le Forum de São Paulo, « l'Amérique latine et la Caraïbe est une zone de paix, comme manifesté par les pays-membres de la CELAC [Communauté des États latino-américains et caribéens], ainsi qu'une zone libre d'armes nucléaires, et les peuples de la région veulent que cela reste ainsi ».

C'est pourquoi le PCF dénonce cette agression et appelle les autorités françaises à agir pour la préservation de la paix et le respect du droit international dans une région où elle est présente par les collectivités de Guyane et des Antilles. Il appelle à renforcer la campagne de solidarité avec le peuple cubain, principale cible de l'impérialisme des États-Unis dans la région et qui traverse une situation dramatique.

Notre rejet de toute menace, action coercitive et ingérence de toute sorte des forces impérialistes en Amérique latine et au Venezuela va de la main avec le soutien aux forces populaires et démocratiques et la libre détermination par les peuples de leur avenir⁷.*

Cyril Benoit, membre du secrétariat du secteur international en charge de l'Amérique latine et Caraïbes

1. Manuel Sutherland, « ¿Qué hay detrás del despliegue estadounidense en Venezuela? », Nueva Sociedad, 10/2025

2. « Les attaques américaines dans les Caraïbes et le Pacifique violent le droit international, selon l'ONU », ONU Infos, 31/10/2025

3. Jeremy McDermott, « Behind the Curtain: Venezuela's 'Cartels' and the US Missile Strike Explained », InSight Crime, 10/09/2025

4. Manuel Sutherland, op. cit.

5. L'attribution à cette dernière du prix Nobel de la paix constitue à cet égard un clair alignement sur la politique guerrière des États-Unis et a de ce fait été dénoncée par le PCF

6. Luis Reygada, « Après le Venezuela, Donald Trump menace la Colombie sous couvert de la lutte antidrogue », l'Humanité, 23/10/2025

7. PCF ; « Venezuela : la souveraineté appartient au peuple et à lui seul », 09/08/2024

« Nous voulons faire le choix du salaire plutôt que du RSA, des cotisations plutôt que des exonérations, des impôts plutôt que de la TVA, de la justice fiscale plutôt que de la fraude fiscale »



Fabien Roussel

Secrétaire national du PCF

**FABIEN ROUSSEL
LE PARTI PRIS
DU TRAVAIL**



**À retrouver dès maintenant
en librairie ou sur boutique.pcf.fr**